

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 janvier 2005

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative au maintien de l'embargo sur les
armes décrété par l'Union européenne à
l'encontre de la République populaire de
Chine**

(déposée par MM. Guido Tastenhoye
et Bert Schoofs)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 januari 2005

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot het behoud van het wapenembargo
van de Europese Unie tegen
de Volksrepubliek China**

(ingedien door de heren Guido Tastenhoye
en Bert Schoofs)

3003

<i>cdH</i>	:	<i>Centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V</i>	:	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>ECOLO</i>	:	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
<i>FN</i>	:	<i>Front National</i>
<i>MR</i>	:	<i>Mouvement Réformateur</i>
<i>N-VA</i>	:	<i>Nieuw - Vlaamse Alliantie</i>
<i>PS</i>	:	<i>Parti socialiste</i>
<i>sp.a - spirit</i>	:	<i>Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.</i>
<i>Vlaams Belang</i>	:	<i>Vlaams Belang</i>
<i>VLD</i>	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>
<i>DOC 51 0000/000</i> : <i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	<i>DOC 51 0000/000</i> : <i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i> :	<i>QRVA</i> :
<i>CRIV</i> :	<i>CRIV</i> :
<i>CRABV</i> :	<i>CRABV</i> :
<i>CRIV</i> :	<i>CRIV</i> :
<i>PLEN</i> :	<i>PLEN</i> :
<i>COM</i> :	<i>COM</i> :
<i>MOT</i> :	<i>MOT</i> :

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Après le bain de sang survenu place Tienanmen le 4 juin 1989, l'Union européenne a instauré un boycott économique, un gel des contacts politiques et diplomatiques et un embargo sur les armes contre la République populaire de Chine (RPC). Un an plus tard, les relations économiques et diplomatiques ont été rétablies – à l'époque, les droits de l'homme étaient déjà subordonnés aux intérêts économiques.

Il n'est pas étonnant que la Chine souhaite, elle aussi, mettre fin à l'embargo sur les armes. Celui-ci constitue, en soi, un désaveu du régime qui a massacré, lors de ces deux horribles journées de 1989, des milliers de citoyens, descendus pacifiquement dans la rue pour revendiquer un minimum de démocratie. La nomenclatura communiste, qui a le bain de sang de Tienanmen sur la conscience, est toujours bien en place aujourd'hui. Par ailleurs, depuis l'ouverture économique, toute la technologie industrielle occidentale est aux mains du régime dictatorial de Pékin. Il ne lui manque plus que les connaissances technologiques militaires occidentales. Il ne sera possible de copier les armements occidentaux et les technologies militaires modernes que si les entreprises militaires occidentales créent des coentreprises sur le continent chinois, ce qui ne pourra se faire qu'après la levée de l'embargo sur les armes.

L'argument économique avancé par certains pays européens pour lever l'embargo sur les armes – un argument condamnable ne fût-ce que pour des raisons morales et éthiques – n'est donc pas pertinent. Le régime communiste de la République populaire de Chine n'est pas intéressé par l'achat d'armes fabriquées en Europe. Ce que la République populaire de Chine veut, c'est, le plus rapidement possible et de la manière la moins coûteuse possible, donc sans investir trop de temps et d'argent en recherche et en développement, jouer un rôle prépondérant sur le plan militaire au niveau mondial, comme elle a déjà réussi à le faire sur le plan économique. Or, elle ne pourra le faire que si elle remplace ses armes et son matériel militaire obsolètes par des répliques modernes de l'arsenal occidental. Les quelques avions français et sous-marins allemands que Pékin a promis d'acheter après la levée de l'embargo ne peuvent en outre être utilisés que dans une guerre d'agression contre des pays démocratiques comme Taiwan et le Japon. La position *si vis pacem, para bellum*, dont nous estimons qu'elle doit être défendue dans certaines situations sur le plan international, ne peut s'appliquer à la République populaire de Chine. Sur le plan défensif, la République populaire de

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Na het Tienanmen-bloedbad van 4 juni 1989, stelde de EU een economische boycot, een bevriezing van de politieke en diplomatische contacten en een wapenembargo in tegen de Volksrepubliek China (VRC). Een jaar nadat werden de economische en diplomatische relaties hersteld – mensenrechten bleken toen reeds ondergeschikt aan economische belangen.

Dat China ook van het wapenembargo af wil, is niet verwonderlijk. Het wapenembargo op zich is een desavouering van het regime dat op twee verschrikkelijke dagen in 1989 duizenden burgers, die vreedzaam op straat waren gekomen met een minimum aan democratische eisen, heeft afgeslacht. De communistische nomenclatuur die het Tienanmen-bloedbad op haar geweten heeft, zit vandaag de dag nog steeds vast in het zadel. Ten tweede is het dictatoriale regime in Beijing sinds de economische opening in het bezit van alle industriële Westerse technologie. Enkel de Westerse militaire technologische kennis ontbreekt nog. Het kopiëren van de moderne Westerse wapens en militaire technologieën is enkel mogelijk wanneer de Westerse militaire bedrijven *joint ventures* oprichten op het Chinese vasteland, wat enkel mogelijk is na het opheffen van het wapenembargo.

Het economische motief dat sommige Europese landen aanhalen om het wapenembargo op te heffen – een motief dat om moreel-ethische redenen reeds voldoende verwerpelijk is – snijdt dus geen hout. Het communistisch regime van de VRC is niet geïnteresseerd in het kopen van in Europa geproduceerde wapens. De VRC wil, op een zo snel en goedkoop mogelijke manier, dus zonder te veel geld en tijd te steken in onderzoek en ontwikkeling, militair een doorslaggevende rol spelen op wereldniveau, zoals de VRC dit reeds heeft klaargespeeld op economisch gebied. Dit kan enkel door de verouderde Chinese wapens en militair materieel te vervangen door moderne replica's van het Westerse wapenaarsenaal. De enkele Franse vliegtuigen en Duitse onderzeeërs die Beijing heeft beloofd aan te kopen na het schrappen van het wapenembargo, kunnen bovendien enkel worden gebruikt in een agressieoorlog tegen democratische landen zoals Taiwan en Japan. Het *si vis pacem, para bellum*-standpunt, dat volgens ons in sommige situaties op internationaal vlak te verdedigen valt, gaat niet op voor de VRC. Defensief hoeft de VRC immers niets te vrezen van haar buurlanden. De Duitse kernreactoren die Beijing op het oog heeft, zijn nodig om de eigen verouderde atoom-

Chine n'a en effet rien à craindre de ses voisins. Les réacteurs nucléaires allemands que Pékin envisage d'acquérir sont nécessaires à la Chine pour remplacer sa propre technologie nucléaire dépassée et faire ainsi progresser le programme chinois d'armement nucléaire.

«Le pouvoir politique est au bout du fusil». Cette déclaration de Mao Tsé-Tung reste encore et toujours l'adage du parti communiste chinois. La République populaire de Chine est un colosse impérialiste dirigé par un clan élitaire sans scrupules. La République populaire de Chine a été et reste une menace militaire pour toute l'Asie de l'Est, pour la région du Pacifique et pour sa propre population. L'armée est chargée de procéder, d'après les estimations, à 10.000 exécutions par an, et de briser les grèves, les révoltes sociales et les actions démocratiques *manu militari*. On estime que quelque 300 personnes ayant manifesté sur la place Tienanmen sont encore détenues dans les prisons et les camps de concentration chinois. En avril 2004, Pékin a complètement ravalé ses promesses de démocratie à l'adresse de la population de Hong-Kong. Au cours des cinquante-cinq dernières années, la RPC a annexé le Tibet, elle a été plusieurs fois en guerre avec l'Inde et le Vietnam et elle a installé et entretenu l'infâme régime communiste en Corée du Nord. Le groupement de rebelles communistes qui terrorise la population locale au Népal et entend y installer une dictature communiste par la force est armée par la République populaire de Chine. Le Japon et la République chinoise de Taiwan sont sous la menace militaire permanente de Pékin. Sous l'effet de cette menace réelle, le Japon a récemment défendu un nouveau plan de défense. Étant donné les visées de la République populaire de Chine sur la Mongolie et la Sibérie orientale, un conflit militaire entre la Russie et la République populaire de Chine n'est pas non plus exclu dans le futur (proche). De plus, la République populaire de Chine ne fait pas preuve de transparence en ce qui concerne sa vente de technologies militaires à des pays tiers. La République populaire de Chine est un des plus importants fournisseurs d'armes du Tiers-Monde et elle revend de la technologie en matière de missiles et en matière nucléaire à des pays au régime véreux, comme l'Iran et la Corée du Nord.

Les États-Unis rejettent la levée unilatérale, par l'Union européenne, de l'embargo sur les ventes d'armes décrété à l'encontre de la RPC. Le Parlement européen a, lui aussi, adopté en décembre 2003 une résolution qui rejette fermement, dans l'état actuel des choses, la levée dudit embargo, et il a en outre récemment réitéré, en novembre 2004, son opposition à sa levée. Il est exclu que l'Union européenne lève l'embargo sur les ventes d'armes décrété à l'encontre de

technologie te vervangen en om zo het Chinese kernwapenprogramma op een hoger niveau te brengen.

«De politieke macht komt uit de loop van een ge- weer». Deze uitspraak van Mao Zedong is nog steeds hét adagio van de Chinese Communistische Partij. De VRC is een imperialistische kolos geleid door een gewetenloze elitaire clan. De VRC was en blijft een militaire dreiging voor heel Oost-Azië, de Pacific-regio én voor haar eigen bevolking. Het leger wordt ingezet om de naar schatting 10.000 executies per jaar uit te voeren en om stakingen, sociale opstanden en democratische acties *manu militari* te breken. Naar schatting zitten nog steeds zo'n 300 Tienanmen-betogers in Chinese gevangenissen en concentratiekampen. De democratische beloften naar de bevolking van Hong Kong toe, werden in april 2004 door Beijing volledig ingeslikt. De VRC heeft in de laatste 55 jaar Tibet geannexeerd, verschillende oorlogen met India en Vietnam uitgevochten en het mensonterende communistische regime in Noord-Korea geïnstalleerd en onderhouden. De communistische rebellengroepering die in Nepal de plaatselijke bevolking terroriseert en met geweld een communistische dictaat wil installeren, wordt bewapend door de VRC. Japan en de Chinese Republiek (Taiwan) staan onder constante militaire dreiging vanuit Beijing. Als gevolg van deze reële dreiging heeft Japan onlangs een nieuw defensieplan aangenomen. Gezien de aspiraties van de VRC op Mongolië en Oost-Siberië, is ook een militair conflict tussen Rusland en de VRC in de nabije toekomst niet uitgesloten. Bovendien is de VRC niet transparant wat betreft zijn verkoop van militaire technologieën aan derde landen. De VCR is een van de grootste wapenleveranciers van de Derde Wereld en verkoopt raket- en nucleaire technologie door aan landen met malafide regimes zoals Iran en Noord-Korea.

De VSA verwerpt een eenzijdige opheffing van het wapenembargo tegen de VRC vanwege de EU. Ook het Europees Parlement heeft in december 2003 een resolutie aangenomen die het opzeggen van het wapenembargo in de huidige omstandigheden krachtig verwerpt, en heeft onlangs haar weerstand tegen een opheffing nog eens herhaald in november 2004. Zolang de VRC geen democratiseringsproces heeft gekend, zolang de VRC de internationale conventie over de po-

la République populaire de Chine tant que celle-ci ne se sera pas engagée dans un processus de démocratisation, qu'elle n'aura pas signé la Convention internationale sur les droits politiques et civils et ne l'appliquera pas – cette condition ayant d'ailleurs été présentée comme un préalable à une éventuelle levée dudit embargo par M. Michel, l'ancien ministre des Affaires étrangères, au début de l'année 2004 –, tant que la République populaire de Chine n'aura pas réparé les erreurs qu'elle a commises par le passé et tant qu'elle continuera à mener une politique impérialiste. Le risque est en effet trop grand que le régime dictatorial de Pékin utilise les armes et la technologie militaire européennes pour se maintenir en place, pour opprimer sa population ou les régions qu'il occupe, ou pour mener des guerres d'agression contre des États démocratiques avoisinants. Il est inconcevable qu'une dictature violente accède, avec le soutien de l'Union européenne, à l'hégémonie militaire au niveau mondial. Nous ne pourrons jamais admettre de voir, dans les rues de l'une ou l'autre ville chinoise, un vaillant défenseur des droits de l'homme chinois faire face à une colonne de tanks fabriqués en Europe.

De plus, une éventuelle levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine met en péril les relations déjà tendues entre l'Union européenne et les États-Unis. Les États-Unis ont suspendu leurs relations diplomatiques et interrompu leurs transactions militaires avec la République populaire de Chine au lendemain du massacre de la place Tiananmen. Lorsqu'ils furent les premiers à rétablir leurs relations diplomatiques avec la République populaire de Chine au début des années 90, ils ont dû essuyer les critiques européennes. Aujourd'hui, toutefois, alors que le régime dictatorial qui sévissait en République populaire de Chine il y a quinze ans est toujours en place, c'est l'Union européenne qui, s'opposant à la volonté des États-Unis, souhaite que soit levé l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine.

L'adoption, préconisée par différents États membres européens ayant des intérêts en la matière, d'un code de conduite européen sur l'exportation d'armements en lieu et place de l'embargo sur les ventes d'armes à la République populaire de Chine, ne nous semble pas non plus acceptable. L'objectif de cette proposition est évident et son exhaustivité ne laisse planer aucun doute, tant en ce qui concerne les partisans de la levée de l'embargo que le dénominateur commun à supprimer: ce sont les pays européens exportateurs d'armes, emmenés par la France, qui, poussés par l'appât du gain, voudraient troquer l'embargo sur les ventes d'armes à la République populaire de Chine – aucun autre pays n'étant visé – contre ce code de conduite. La dé-

litieke en burgerrechten niet aanneemt en toepast – zoals voormalig minister van Buitenlandse Zaken Michel begin 2004 nog als voorwaarde stelde voor een eventuele opheffing van het wapenembargo –, zolang de VRC zijn fouten uit het verleden niet heeft rechtgezet en zijn imperialistische politiek niet heeft laten varen, is het uitgesloten dat de EU het wapenembargo tegen de VRC opheft. Het gevaar is te groot dat het dictatoriale regime in Beijing de Europese wapens en de Europese militaire technologie gebruikt om zichzelf in het zadel te houden, om de eigen bevolking en bezette gebieden te onderdrukken en of om in te zetten tijdens agressieoorlogen tegen democratische staten in de regio. Het is onvoorstelbaar dat een gewelddadige dictatuur met Europese steun op militair vlak wereldhegemonie zou verwerven. We zullen nooit mogen toestaan dat het zover komt dat een moedige Chinese mensenrechtenactivist in de straten van een of andere Chinese stad een colonne tanks tegenhoudt – *made in Europe*.

Een eventuele opheffing van het wapenembargo brengt bovendien de reeds koele relatie tussen de EU en de VSA in gevaar. De VSA bevroor na het Tienanmenbloedbad de diplomatieke relaties en de militaire transacties met de VRC. Toen de VSA als eerste de diplomatieke relaties met de VRC herstelde begin 1990, ging dit gepaard met Europese kritiek. Terwijl de VRC nog steeds dezelfde dictatuur is als 15 jaar geleden, is het nu de EU die het wapenembargo wil opheffen, tegen de wil van de VSA.

Een EU-gedragscode betreffende wapenuitvoer dat door verschillende belanghebbende Europese lidstaten wordt aangeprezen als alternatief voor het wapenembargo tegen de VRC, is voor ons evenmin aanvaardbaar. Het doel en de exhaustiviteit van dit voorstel, zowel wat de voorstanders van een opheffing als wat de te schrappen gemene deler betreft, spreken voor zich: het zijn de wapenexporterende EU-landen, met Frankrijk op kop, die het wapenembargo tegen de VRC – van andere landen is geen sprake – voor geldwinnen willen ruilen tegen zo'n gedragscode. De verklaring in de conclusies van de EU-top van regeringsleiders van 16 en 17 december dat een opheffing van het wapenembargo «geen toename van de wapenuitvoer

claration reprise dans les conclusions du sommet des chefs de gouvernement de l'Union européenne des 16 et 17 décembre, en vertu de laquelle la levée de l'embargo sur les armes «ne devrait pas se traduire par une augmentation des exportations d'armes d'États membres de l'UE vers la Chine, que ce soit en termes quantitatifs ou qualitatifs», n'est pas défendable. Même si un code de conduite juridiquement contraignant en matière d'exportation d'armements devait voir le jour au sein de l'Union européenne – ce qui est peu vraisemblable, étant donné les dissensions constatées à ce niveau lors du dernier sommet européen –, les différents États membres de l'Union européenne décideraient, selon des diplomates européens, toujours souverainement en matière d'exportations d'armes. Il convient en outre d'observer que divers États membres de l'Union européenne, dont la Belgique, ont violé et violent encore l'embargo sur les ventes d'armes à la République populaire de Chine. En 2000, New Lachaussée, entreprise établie à Herstal, a fourni des équipements de fabrication de munitions à la Chine. Par ailleurs, le ministre chinois de la Défense a rendu secrètement visite à la FN Herstal à la mi-octobre 2004. L'embargo sur les armes et le contrôle de cet embargo doivent être renforcés et non assouplis.

Le 8 décembre 2004, le Conseil des ministres européen a décidé de maintenir cet embargo sur les armes jusqu'à ce qu'une amélioration se fasse sentir au niveau de la situation des droits de l'homme en République populaire de Chine. Une levée éventuelle de l'embargo sur les armes au printemps 2005 a en même temps été annoncée officieusement au régime de Pékin. Les conclusions du sommet des chefs de gouvernement de l'Union européenne des 16 et 17 décembre précisent que «dans ce contexte, le Conseil européen a réaffirmé la volonté politique de continuer à œuvrer en faveur de la levée de l'embargo sur les armes [contre la République populaire de Chine]». La présente proposition de résolution vise à exhorter le gouvernement belge à s'impliquer à tous les niveaux internationaux en faveur du maintien de l'embargo sur les ventes d'armes à la République populaire de Chine jusqu'à ce que celle-ci ait perdu son caractère non démocratique et impérialiste.

van de EU-lidstaten naar China tot gevolg mag hebben, in kwantitatief noch kwalitatief opzicht», is niet houdbaar. Zelfs indien er een juridisch bindende EU-gedragscode komt over wapenuitvoer – wat gezien de onenigheid hierover op de laatste EU-top weinig waarschijnlijk is – zullen volgens Europese diplomaten de verschillende EU-lidstaten nog steeds soeverein beslissen over de wapenuitvoer. Bovendien is en wordt het wapenembargo tegen de VRC geschonden door verschillende EU-lidstaten, ook door België. In 2000 leverde New Lachaussée uit Herstal munitiemachines aan China. En midden oktober 2004 bracht de Chinese minister van Defensie een geheim bezoek aan FN herstal. Het wapenembargo en de controle erop dient niet versoepeld, maar integendeel te worden verstrengd.

Op 8 december 2004 heeft de Europese Ministerraad beslist het wapenembargo tegen de VCR te handhaven totdat de situatie van de mensenrechten in de VCR is verbeterd. Tezelfdertijd werd inofficieel aan het regime in Beijing een mogelijk opheffen van het wapenembargo in het voorjaar van 2005 aangekondigd. In de conclusies van de EU-top van regeringsleiders van 16 en 17 december staat: «In deze context bevestigde de Europese Raad de politieke wil om verder werk te maken van een opheffing van het wapenembargo [tegen de VCR].» Met deze resolutie roepen wij de Belgische regering op zich op alle mogelijke internationale niveaus in te zetten voor het behoud van het wapenembargo tegen de VRC, en dit totdat het onde-mocratisch en imperialistisch karakter van de VRC te niet is gedaan.

Guido TASTENHOYE (Vlaams Belang)
Bert SCHOOF (Vlaams Belang)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que l'Union européenne a décrété un embargo sur les armes contre la RPC en 1989, à la suite du massacre de Tienanmen;

B. considérant que depuis le bain de sang de Tienanmen, la situation en RPC n'a pas évolué favorablement sur le plan politique et en matière de droits de l'homme et de droits civils et sociaux;

C. vu les aspirations impérialistes de la RPC en Extrême-Orient et la menace militaire constante et manifeste de la RPC à l'égard de la République de Chine (Taiwan) et du Japon;

D. considérant que plusieurs États membres de l'Union européenne, le Parlement européen et les États-Unis continuent, pour les raisons susmentionnées, de s'opposer à la levée de l'embargo sur les armes contre la RPC;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT,

– de continuer à plaider au niveau international en faveur du maintien de l'embargo sur les armes contre la RPC, jusqu'à ce que ce pays se soit démocratisé, respecte les droits de l'homme et les droits civils et sociaux et renonce à ses aspirations impérialistes à l'égard du Tibet, de Taiwan, du Japon et d'autres pays de la région.

23 décembre 2004

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het feit dat het EU-wapenembargo tegen de VRC in 1989 is ingesteld na het Tienanmen-bloedbad;

B. gelet op het feit dat er in de VRC op politiek gebied en op vlak van de mensen- en burgerlijke en sociale rechten nog niets is veranderd ten goede sinds het Tienanmen-bloedbad;

C. gelet op de imperialistische aspiraties van de VRC in het Verre Oosten en de constante onverholen militaire dreiging van de VRC tegenover de Republiek van China (Taiwan) en Japan;

D. gelet op het feit dat verschillende EU-lidstaten, het Europees Parlement en de VSA om bovenvermelde redenen gekant blijven tegen een opheffing van het wapenembargo tegen de VRC;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING,

– op elk internationaal niveau te blijven ijveren voor het behoud van het wapenembargo tegen de VRC totdat de Volksrepubliek China is gedemocratiseerd, de mensenrechten en de burgerlijke en sociale rechten respecteert en afstand doet van haar imperialistische aspiraties tegenover Tibet, Taiwan, Japan en andere landen in de regio.

23 december 2004

Guido TASTENHOYE (Vlaams Belang)
Bert SCHOOFS (Vlaams Belang)